

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

....., le

DIRECTION GENERALE
DE L'INFORMATION

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche:

- Numéro d'archives:

PI 1263

-Titre: Conférence de presse de M. Rathjens, directeur
général pour la politique régionale, à la Commission des
CE.

-Source: Bruxelles, Berlaymont, 9 mars 1984.
= CCE. - BL. 19 ans. 15 min. 1 bob. - fr.

-Résumé: Présentation du 2^{ème} rapport périodique sur la
situation et l'évolution socio-économique des régions
de la Communauté (depuis le premier choc pétrolier de
1973 jusqu'au début des années 80). Exposé
Introductif de M. Rathjens qui expose l'un des
points essentiels de ce rapport (une analyse des
revenus et de la situation de l'emploi qui a permis
d'établir un index synthétique pour classer les
régions et évaluer les disparités).

Rathjens, P. (CCE); 7.2 (CE)

-Classification:



Evolution socio-économique des régions de la Communauté

La Commission a adopté le deuxième rapport périodique sur la situation et l'évolution socio-économique des régions de la Communauté.

Ce deuxième rapport porte sur la situation des régions, au début des années 80 et sur l'évolution depuis 1973, date du premier choc pétrolier et du début de la crise économique.

Il aborde les perspectives d'évolution des marchés régionaux d'emploi dans les années 80 et les aspects régionaux d'élargissement de la Communauté de dix ou douze États membres.

La constatation essentielle est la suivante : la gravité de la situation des régions en retard de développement situées à la périphérie de la Communauté se trouve confirmée dans l'état actuel de crise. En même temps de nouveaux problèmes, davantage liés à la crise, se sont posés et affectent d'autres régions plus industrialisées et centrales.

Analyse des disparités régionales

Le rapport analyse les disparités régionales en matière d'emploi, de production et de productivité à l'intérieur d'une Communauté de 12 à 15.

D'autres facteurs de disparités régionales, tels que densité et mouvement de population et périphéricité sont analysés.

Comparé au premier, le deuxième rapport comporte nombre de développements nouveaux relatifs à :

- l'équipement en infrastructure des régions de la Communauté ;
- la situation particulière des régions touchées par le déclin de certains secteurs industriels ;
- les conséquences dans les domaines industriel et agricole de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal sur les régions de la Communauté ;
- un examen prévisionnel de la situation régionale en matière d'emploi ;
- les aspects régionaux de l'évolution du secteur des services ;
- les problèmes spécifiques des régions frontalières ;
- l'impact régional des nouvelles technologies de l'information.

Production et productivité

Au cours des dix dernières années, les disparités régionales de production et de pro-

ductivité n'ont pas diminué et se maintiennent à des niveaux élevés. Les régions dont les performances, exprimées en termes de produit intérieur brut par habitant, sont les moins bonnes, sont situées en Grèce, en Irlande, en Irlande du Nord et en Italie du Sud, c'est-à-dire à la périphérie ouest et sud de la Communauté.

Celles dont les performances sont les meilleures se caractérisent par une forte densité démographique et un niveau élevé d'urbanisation et sont situées en Allemagne, en Belgique, au Danemark, en France et aux Pays-Bas.

Le groupe des dix meilleures régions et celui des dix moins bonnes s'écartent respectivement de plus et moins 50 % de la moyenne communautaire.

Les disparités de niveau de production sont liées, entre autres, aux variations des pyramides d'âge, des taux de participation de la population en âge actif et du chômage. Mais le facteur dominant est constitué par les différences régionales de productivité du travail, qui expliquent à elles seules entre la moitié et les trois-quarts des disparités de production.

Marché de l'emploi

Les déséquilibres régionaux du marché de l'emploi se caractérisent par l'accroissement — en termes absolus — des disparités de chômage.

Si l'on compare, là encore, le groupe des dix meilleures régions et celui des dix plus faibles, on constate que les taux de chômage vont de 5 à 20 %.

Les perspectives d'évolution des marchés de l'emploi dans les années 80 pourraient aller dans le sens d'un accroissement encore plus marqué des écarts régionaux.

L'offre de main-d'œuvre continuera à augmenter sensiblement au cours des années 80, dans certains pays et régions (en Irlande, aux Pays-Bas, dans certaines régions du Nord et de l'Est de la France, du Sud de l'Italie et en Grèce). La raison principale en est la pression démographique, qui se présente très différemment suivant les régions. Il pourrait s'ajouter une augmentation des taux de participation des femmes.

Autres facteurs de disparités

Deux aspects doivent être plus particulièrement mentionnés.

L'équipement en infrastructures économiques (transport, énergie, télécommunications, eau, etc...) est en corrélation étroite avec le niveau de productivité.

La mise en œuvre des nouvelles technologies de l'information déterminera, dans une large mesure, les évolutions régionales de l'emploi dans les services.

Le risque existe de voir ces technologies se développer, surtout dans les grandes zones urbaines. Des moyens devront être mis en œuvre pour que les infrastructures de télécommunications et les services nouveaux se localisent également dans les régions moins développées.

Disparités accrues par l'élargissement

Deux types de conséquences sont à attendre de l'élargissement sur les régions de la Communauté.

Dans le domaine industriel, les effets positifs et négatifs sur la création d'emplois devraient avoir tendance à se compenser globalement. On ne peut prévoir de concentra-

Par rapport à la moyenne communautaire, exprimée par le chiffre 100, la Commission classe 70 régions ou zones au-dessous de cette moyenne et 61 au-dessus, parmi lesquelles :

moins de 100		plus de 100	
Calabre	30,3	Piémont	100,7
Irlande du Nord	35,4	Lorraine	103,9
Sardaigne	40,5	Bourgogne	105
Irlande	41,8	Trentin	106,3
Merseyside	43,8	Hte-Normandie	106,7
Sicile	50,3	Basse-Bavière	108,1
Corse	57,3	Sarre	109,8
Hainaut	66,9	Lombardie	113,6
Devon	69,5	Anvers	118,5
Liège	75,3	Brême	123,8
Languedoc-Roussillon	76,8	Alsace	125,3
Poitou-Charente	85,5	Souabe	128
Bretagne	86	Hanovre	128
Nord-P.-de-C.	86,9	Düsseldorf	134,1
Aquitaine	89,2	Ile-de-France	135,3
Auvergne	93,3	G.D. Luxemb.	137,7
Limousin	94,6	Berlin	139,3
Groningen	95,9	Karlsruhe	142,1
N.-Yorkshire	97	Hte-Bavière	146,8
Highlands	97,5	Stuttgart	147,7
		Hambourg	154,4

tion régionale véritablement importante de ces effets.

En revanche, dans le domaine agricole, la pression de la concurrence à travers des importations de produits spécifiques des régions méditerranéennes serait renforcée. S'agissant des produits agricoles dits « du nord », ils devraient connaître des perspectives de débouchés améliorées. Ainsi apparaît une différenciation régionale de l'impact net en défaveur des régions méditerranéennes.

Les disparités régionales seront nettement plus importantes dans la Communauté élargie.

Les pays candidats enregistrent en effet des performances économiques très inférieures à la moyenne communautaire, un chômage supérieur et une forte pression démographique.

Ils sont caractérisés par une proportion importante d'emplois agricoles et des niveaux de développement interne très différenciés.

Dans une Communauté de 12 États membres, la population se trouvant dans les régions considérées comme les moins développées sera le double de celle de l'actuelle Communauté. Ainsi, le problème régional communautaire apparaîtra d'une manière encore plus aiguë.

L'intensité des problèmes régionaux peut être mesurée

Pour mesurer de façon globale et synthétique l'intensité relative des problèmes régionaux au niveau de la Communauté, la Commission utilise simultanément les données du produit et du chômage, le produit reflétant la structure économique des régions et le chômage, les problèmes de déséquilibre sur le marché du travail.

Groupées en fonction de l'intensité et de la nature des problèmes de développement auxquels elles doivent faire face, les régions connaissant les plus graves problèmes dans la Communauté sont :

- l'Irlande,
 - l'Irlande du Nord,
 - le Mezzogiorno en Italie,
 - la plupart des régions grecques,
 - la Corse en France,
- auxquelles il faut ajouter :
- les régions ~~britanniques~~ *Quintin and Galloway*; Strathclyde; Northumberland, Tyne and Wear; Cleveland, Durham; Gwent, Mid/South/West Glamorgan; Cornwall, Devon; West Midlands (count), en Grande-Bretagne,
 - les provinces Hainaut et Limburg en Belgique,
 - le Lazio en Italie,
- ainsi que :
- le Groenland,
 - les Départements d'outre-mer (DOM) français.

Prises ensemble, ces régions comptent une population d'environ 52 millions d'habitants, soit 19 % de la population de la Communauté.

Prêts de la BEI

En Italie, la Banque Européenne d'Investissement a accordé des prêts se montant à 88,4 mio ECU (121 milliards de Lires), en faveur du développement et des infrastructures routières dans le Mezzogiorno et de certaines industries.

Les entreprises bénéficiaires sont Videocolor, pour la rationalisation de son usine de composants pour la télévision en couleur, Marzotto, pour moderniser quatre usines textiles et Lombardini, pour une usine de moteurs diesel.

En Italie également, la Banque Européenne d'Investissement accorde des prêts pour un montant de 116,6 mio ECU (160 milliards de Lires), dont 80,2 mio ECU sur les ressources propres de la BEI et 36,4 mio ECU sur les ressources du NIC (Nouvel Instrument Communautaire).

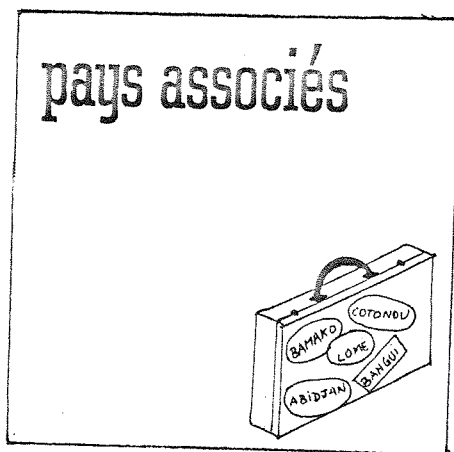
Les ressources sont octroyées à la Banca Nazionale del Lavoro (BNL) sous forme de prêts globaux, qui financent des économies d'énergie des PME et l'hôtellerie.

En Irlande, la BEI va contribuer par un prêt de 9,6 mio ECU (7 millions de Lires) à l'amélioration de la formation professionnelle en Irlande, en participant financièrement aux agrandissements de l'Institut National d'Études Supérieures de Limerick.

En Irlande également, la BEI a accordé un prêt de 15,1 mio ECU (11 millions de Livres), sur les ressources du Nouvel Instrument Communautaire (NIC) pour financer l'amélioration du réseau de routes principales en divers points du territoire irlandais.

Au Royaume-Uni, la BEI a accordé deux prêts d'une contre-valeur totale de 13,5 mio de Livres sterling (22,9 mio ECU), pour des ouvrages d'adduction d'eau et d'assainissement dans le South Yorkshire, dans le Devon et en Cornouailles.

En France, la BEI a prêté 51 mio ECU (350 mio FF) à la Caisse Nationale des Autoroutes pour la construction de deux sections de l'autoroute A 31 Lorraine-Bourgogne, qui reliera l'Est de la France à la région lyonnaise et constituera une liaison essentielle entre le Centre-Nord et le Sud du pays.



Transferts STABEX

La Commission a effectué le dernier transfert relatif à l'exercice 1982 du système de stabilisation des recettes d'exportation. Il s'agit d'un montant de 31 160 673 ECU en faveur du Ghana, concernant les produits du cacao.

En 1980, pour la première fois, les ressources disponibles n'ont permis qu'une couverture globale de 52,8 % des montants relatifs aux demandes justifiées.

En 1981, le taux de couverture n'a été que de 42,8 %, malgré des ressources accrues.

L'exercice 1982 permet, après deux ans difficiles, le paiement total des transferts relatifs aux demandes justifiées (102 mio ECU).

En 1982, les transferts les plus importants ont été faits au profit des pays suivants :

- Ghana (cacao) : 31 mio ECU ;
- Papouasie - Nouvelle-Guinée (café, cacao, coprah) : 24 mio ECU ;
- Sierra Leone (café, cacao) : 6 mio ECU ;
- Tchad (coton) : 3,5 mio ECU ;
- Mali (huile d'arachide) : 3,5 mio ECU ;
- Togo (cacao) : 7 mio ECU.

Fonds Européen de Développement

La Commission, après avis favorable du Comité du FED, a pris les décisions de financement suivantes qui, sauf exceptions, sont des aides non remboursables.

Lesotho : 5 300 000 ECU et prêt spécial de 8 800 000 ECU.

Reconstruction d'un tronçon de 25,9 km de l'artère principale reliant la capitale Maseru aux basses terres du sud-est.

Comores : 2 340 000 ECU.

Développement de la culture du maïs et des productions associées (légumineuses, patates douces).

Guinée-Bissau : 3 250 000 ECU.

Construction d'un pont sur le Rio Campossa.

États membres de l'OCAM et autres pays africains : 4 500 000 ECU.

Extension des écoles inter-États, d'Ingénieurs de l'Équipement Rural (EIER) et de l'Ecole des Techniciens Supérieurs de l'Hydraulique et de l'Équipement Rural (ETSHER).

CARICOM : Prêt spécial : 16 000 000

Achat pour la Leeward Islands Air port de quatre appareils destinés à remplacer les vieux HS 748 de 48 places actuellement.

La LIAT assurera un service régulier de port aérien dans la zone orientale des îles, reliant 15 pays et territoires francophones, néerlandophones et anglophones.

Tous États ACP et PTOM : 1 120 000

Sessions de formation de courte durée perfectionnement pour la période de 1982 au 28.2.85.

Sierra Leone : 1 550 000 ECU.

Approvisionnement en eau dans les zones rurales des districts de Port Loko et de Kambia. Forage de 140 puits à pompes manuelles.

Dominique : 560 000 ECU.

Remise en état de plantations de limoniers sur 280 hectares.

Iles Salomon : 1 000 000 ECU.

Ligne de crédit à la Banque de Développement des Iles Salomon (développement agricole et industriel).

Ensemble des États ACP et PTOM : 3 000 000 ECU.

Autorisation globale d'engagement pour le financement accéléré d'actions de coopération technique et de promotion commerciale.

La situation de l'agriculture dans la Communauté Européenne

Ce rapport, d'environ 400 pages, dont 270 pages de tableaux statistiques, est un outil de travail.

Il permet de disposer, en un seul volume, d'un emploi pratique, des informations les plus importantes sur les activités communautaires dans le domaine de la politique agricole commune en 1983.

Il contient des données statistiques détaillées, souvent inédites, sur l'évolution des marchés des produits agricoles, les structures de l'agriculture et l'économie agricole de la Communauté.

Service de vente
des publications officielles
des Communautés Européennes
26, rue Desaix, 75015 PARIS